

26 juin 2010 07h39 | Par **BERNARD BROUSTET**

First Blanquefort : Ford fait un effort

La multinationale affirme être prête à s'impliquer davantage pour la survie de son ancienne usine de Blanquefort (33), en grand danger, sans pour autant être prête à la racheter.



La cocotte-minute menace toujours d'exploser. Depuis le 10 juin, date de cette manifestation à Bruges, la pression n'est pas retombée. ARCHIVES ÉRIC DESPUJOLS

Ford est prêt à s'impliquer davantage dans le soutien à First Aquitaine Industries (FAI), qui a repris l'an dernier son ancienne usine de boîtes automatiques de Blanquefort. Mais il n'est pas question à ce jour pour le groupe de racheter le site, comme le demandent les syndicats. C'est ce qu'a déclaré hier à Cologne, QG de Ford Europe, son vice-président Ken Mac Farlane, aux représentants du personnel.

Ken Mac Farlane a partagé hier certains éléments du constat inquiétant dressé par les élus, et résumé par le cabinet d'expertise Secafi. La Secafi, mandatée par le comité d'entreprise a confirmé que sur les quelque 1 500 emplois du site, 1 200 étaient menacés fin 2011, lorsque les usines américaines de Ford cesseraient d'acheter des transmissions. Une situation tenant pour une large part à la carence de l'actionnaire allemand HZ.

Plusieurs engagements

« Nous nous posons également des questions sur HZ », a reconnu Ken Mac Farlane, révélant que Ford avait convoqué ses dirigeants à Cologne début 2010. Mais l'hypothèse d'un nouveau changement de propriétaire « n'est pas à l'ordre du jour ». Pour autant, Ford ne peut se laver les mains de ce dossier. Dans ce contexte, le groupe a pris hier plusieurs engagements. D'une part, un de ses représentants participera dès le 2 Juillet prochain à la réunion d'un groupe de travail, puis quinze jours plus tard, à un comité de pilotage réunissant les principaux élus à la préfecture. Le constructeur nommera un représentant à temps plein à Blanquefort, ainsi qu'un consultant externe. Et il va aider FAI à détecter tous les projets susceptibles d'alimenter le plan de charge. En outre Ford, qui a déjà fait des gestes en laissant un matelas de liquidités dans son ex-usine, et en lui achetant des boîtes à un bon tarif, semble prêt à s'impliquer dans la pérennisation du site au-delà de la date butoir initiale de fin 2011. Ken Mac Farlane a ainsi indiqué que la multinationale était prête à

s'engager par écrit sur le fait qu'elle restera impliquée « jusqu'à ce qu'une solution pérenne soit trouvée ».

Reste à savoir si ces promesses suffiront à convaincre les salariés, qui, à l'instar de leurs syndicats, souhaitent la reprise pure et simple par l'ancien propriétaire. « C'est à nous de maintenir la pression », soulignait ainsi hier Gilles Penel, secrétaire CGT du comité d'entreprise après la réunion.

Un jeu serré va se jouer

En fait, la pression est déjà forte à Blanquefort, où, selon Éric Troyas (Force Ouvrière), « la cocotte-minute menace d'exploser ». Compte tenu de l'atmosphère, le volume théorique de production de boîtes automatiques, pourtant bien inférieur aux niveaux d'antan, n'est pas atteint. Et, au surplus, les salariés de FAI disposent de moyens de pression sur l'usine voisine GFT, contrôlée à 50 % par Ford et qui approvisionne en boîtes manuelles plusieurs chaînes d'assemblage européennes.

Un jeu serré va donc se jouer entre les syndicats de FAI et Ford, qui porte entre autres la responsabilité d'avoir choisi le repreneur du site. Une responsabilité partagée par l'État, qui avait béni cette reprise en 2009, et confirmé en février dernier, par la bouche même de Christine Lagarde, sa confiance dans un repreneur aujourd'hui apparemment défaillant, et dans un plan stratégique devenu obsolète.

Feltesse déclare l'état d'urgence sociale

Le tir est venu des élus communistes, hier matin, en conseil de la Communauté urbaine de Bordeaux. Inquiets du manque de perspectives pour l'usine blanquefortaise First, ils demandent que Ford investisse à nouveau sur le site dans la voiture propre.

Un 16 juillet qui tombe mal

Le président Vincent Feltesse, maire de Blanquefort, très pessimiste confie aux élus que « les prévisions sont bien loin du compte en terme d'emploi. J'ai rencontré le PDG de First, Laurent Dudych. Il m'a annoncé que 200 emplois étaient garantis et 1 400 en l'air si cette équation reste bloquée d'ici fin 2011. » Et de demander que Ford Europe desserre son étau pour continuer à acheter des pièces même après 2011. Souhait auquel a favorablement répondu la multinationale hier après-midi.

« Il y a vraiment une urgence sociale et économique sur ce dossier », a-t-il insisté. Mais de se dire étonné de la date fixée par le préfet pour le prochain comité de pilotage le 16 juillet. Réunion à laquelle Ford s'est engagée à participer.

« Pourquoi cette date ?, s'est étonné Vincent Feltesse. Ni le président de Région, ni le président du Département, ni moi-même ne pourront y participer car nous sommes indisponibles ce jour-là ! »